

Les vacances: l'occasion de se poser beaucoup de questions...

Pendant vos vacances, peut-être disposez-vous d'un peu de temps pour faire le point sur vos finances. Et à l'instar de nombreux autres investisseurs, vous vous posez peut-être la question suivante: les actions ne sont-elles pas trop chères pour pouvoir encore en acquérir? Dans ce Flash Actualité, nous vous livrons notre vision des choses.

Bourses européennes

La croissance mondiale robuste est clairement à la base de la hausse des indices boursiers au niveau mondial. Mais depuis le mois de mai, les Bourses européennes sont quelque peu à la traîne, à la suite des annonces faites par Mario Draghi – le président de la Banque centrale européenne (BCE) – concernant:

- la fin de la menace déflationniste
- et un éventuel abandon de la politique monétaire super bon marché (notamment via les achats d'obligations)

Ses annonces poussent systématiquement l'euro à la hausse, pesant ainsi sur la zone euro. Nos exportations deviennent dès lors plus chères.

Pourtant, la zone euro continue de surfer sur la reprise de la croissance. L'évolution favorable des chiffres de l'emploi suscite de l'espoir, car:

- elle booste la consommation
- et soutient toujours plus les investissements, car la marge de reprise reste plus que suffisante, avec des investissements (mesurés par rapport au produit intérieur brut) qui se situent encore en deçà du niveau d'avant la crise

Le niveau extrêmement bas des taux donne encore un coup de pouce supplémentaire. Une enquête indique que le coût relatif des intérêts pour les sociétés cotées de grande qualité se situe à son niveau le plus bas depuis 10 ans. Elles paient en moyenne un peu plus que 0,5% par rapport aux obligations d'État sans risques. À

l'heure actuelle, les entreprises empruntent donc très bon marché.

La zone euro sort de la crise, à un rythme différent d'un pays à l'autre, ce qui fait aussi sa faiblesse. Le Sud de l'Europe est à la traîne et a encore un long chemin à parcourir. Même si l'on y distingue de plus en plus d'indices de reprise:

- en juillet, en Italie, le secteur des services a atteint son niveau le plus élevé en 10 ans, selon une enquête Markit
- ces 2 dernières années, c'est l'Espagne qui a enregistré la plus forte croissance dans la zone euro
- le Sud de l'Europe prend part non seulement au redressement de la zone euro, mais aussi au redressement global à l'échelle mondiale

Indices boursiers américains

Après l'élection de Donald Trump, l'indice boursier américain Dow Jones était dans les starting-blocks et a bondi de 18.000 points en novembre à 21.000 points début février. À la base de cette hausse, il y avait principalement les attentes et espoirs suscités par l'annonce des baisses d'impôts et des travaux d'infrastructure.

Mais ces promesses n'ont guère été suivies d'effets, et du mois de mars à la mi-mai, la Bourse a fait du surplace. Petit à petit, les investisseurs professionnels ont exprimé des avis négatifs. En effet, les actions américaines sont relativement chères, et les nouvelles en provenance de la

Maison Blanche faisaient surtout état de chahuteries politiques. Pourtant, depuis juin, la Bourse américaine rebondit et aujourd'hui, le Dow Jones affiche pratiquement 22.100 points, soit une hausse d'un peu plus de 20% depuis les élections présidentielles du mois de novembre.

Pourquoi ce sursaut?

L'économie américaine se porte bien:

- croissance modérée
- taux de chômage historiquement bas
- amélioration de la confiance des consommateurs
- bénéfices des entreprises étonnamment positifs

De plus, actuellement, les multinationales profitent pleinement d'un dollar meilleur marché. Depuis janvier, la devise a perdu environ 6%, et les entreprises qui écoulent beaucoup à l'international ont enregistré une croissance de leurs bénéfices d'un peu plus de 11% au premier trimestre (en glissement annuel). Naturellement, les excellents résultats des entreprises technologiques (p. ex. Apple) et pharmaceutiques (p. ex. Gilead Sciences) y sont aussi pour quelque chose. Malheureusement, pour les investisseurs européens, la baisse du dollar annule en grande partie ces augmentations. Depuis début 2017, la devise a perdu plus de 10% par rapport à l'euro.

Peut-être assistera-t-on dans les prochaines semaines à un renchérissement partiel du dollar.

La vigueur de l'économie américaine fournit à la Banque centrale américaine (Fed) suffisamment de raisons pour annoncer l'une ou l'autre action (moins de rachats d'obligations et/ou une nouvelle augmentation du taux à court terme).

Pays émergents

Ils sont en super forme: le Fonds Monétaire International table sur une croissance de 4,5% pour les pays émergents, contre 2% pour les pays occidentaux. Les signaux positifs sont nombreux:

- le redressement au niveau mondial (cf. zone euro) est favorable aux exportations
- la reprise de la production industrielle en Europe de l'Est et en Amérique Latine
- la baisse de l'inflation, avec en corolaire pour les banques centrales, suffisamment de marge pour abaisser leurs taux
- une consommation intérieure en hausse
- le dollar bon marché bénéficie aux pays émergents dont la dette est libellée dans cette devise

Dès lors, les investisseurs continuent d'investir dans des fonds de pays émergents, tant en obligations qu'en actions.

Pas de changement de stratégie

Nous continuons de surpondérer les actions, en accordant une pondération plus élevée que la normale à la zone euro, au Japon et aux pays émergents. Au trimestre prochain, le cours pourrait fluctuer davantage, car il se pourrait qu'en septembre, tant la BCE que la Fed précisent leur politique monétaire pour les mois à venir.

Diversifier ses achats reste une bonne option. Rester un observateur attentif en marge est une bonne stratégie. Les taux d'intérêt sont bas, et ne devraient pas rebondir prochainement. Rappelons ici les propos tenus par la BCE: «Dans une perspective historique, les actions ne sont pas chères, comparées aux obligations». Une référence à la prime de risque, le rendement supplémentaire qu'on attend d'un investissement en actions, supérieur au rendement obligataire (actuellement de 6%). Le fait que la prime reste très attractive, malgré la hausse des cours boursiers, est dû principalement à la progression significative des bénéfices des entreprises. Même si l'euro a augmenté, nous ne pensons pas que cela puisse mettre fin de façon structurelle à l'augmentation actuelle de nos bénéfices. Dès lors, nous maintenons notre surpondération dans notre région.

Jan Vergote – Head of Investment Strategy
Belfius Banque & Assurances